Accès au marché, accès au foncier et migrations

Alain Bertrand, Jean-Luc Lemalade

Accessibilité et migrants

Madagascar a connu au cours des vingt dernières années une forte régression économique, qui le place parmi les pays au plus faible produit intérieur brut. Mais cette régression économique, qui se traduit aujourd'hui par une extrême pauvreté rurale, ne s'est à aucun moment transformée en une quelconque atonie sociale. Partout sur la Grande Ile, de puissantes dynamiques sociales et agraires sont à l'œuvre et transforment progressivement les modes de vie et les paysages.

La façade orientale n'a bien évidemment pas échappé à cette évolution, qui a pourtant alimenté les discours catastrophistes sur la « déforestation et la démographie galopante ». Ottino (1998) rappelle à juste titre que la fixation des habitats en pays betsimisaraka remonte souvent à moins d'un siècle : « De nombreuses personnes gardent le souvenir de cette période de grande mobilité qui, si elle a disparu au niveau des *fehitry* ou de leurs branches localisées dans les différents villages, se maintient pour une partie de la population. En gros, l'idéal de stabilité est respecté par le tiers des habitants qui, s'occupant des terres ancestrales et formant les noyaux des villages, ne bougent à peu près pas. Un deuxième tiers est plus mobile. Quant au dernier tiers, celui d'hommes et de femmes plus légers que l'herbe sèche, il ne cesse de se déplacer. »

Les travaux engagés par le Fofifa et le Cirad ont permis, pour l'est de Madagascar, de mieux comprendre les déterminants majeurs des dynamiques agraires et leurs relations avec les migrations. LE BOURDIEC (1974) soulignait déjà l'importance du phénomène migratoire pour la diffusion de systèmes de riziculture intensive des Betsileo, par exemple. Les populations betsimisaraka, bezanozano ou même sihanaka des régions de l'Ankay et du bassin de Didy sont généralement considérées à Madagascar comme celles qui migrent le moins. Au contraire, d'autres groupes développent une véritable stratégie à long terme d'expansion, par migrations individuelles puis familiales puis lignagères, comme les Betsileo, les Antandroy et les Merina.

Les travaux dans l'Ankay et dans la cuvette de Didy ont permis d'apprécier l'attrait de ces régions pour les différents groupes de migrants et les facteurs déterminants de leur installation.

L'accès au marché et les systèmes agraires

Les systèmes agraires varient selon les modalités réelles d'accès au marché. Les travaux réalisés dans l'Ankay et à Didy concordent et confirment ce rôle structurant du réseau routier sur les systèmes agraires.

A Beparasy, qui ne dispose pas d'un accès routier ou, du moins, d'un trafic routier régulier, les systèmes agraires sont orientés vers des productions commerciales qu'il est possible de transporter à dos d'homme à travers la falaise de l'Angavo vers le pays merina puis Antananarivo (HENRY, 1992) ou qui ont une forte valeur commerciale ou ajoutée (ANDRIAMBOLANORO, 1996). Il en est de même évidemment à Manakana. Ainsi les cultures de rente sont-elles le haricot, le café, qui ne sort que si les cours sont attractifs ou si le paysan a vraiment besoin d'argent, et surtout le rhum artisanal, produit de forte valeur ajoutée dont la production locale clandestine est favorisée par l'enclavement administratif (RAKOTO RAMIARANTSOA, 1994 ; JEGAT, 1997).

A Tsaramiafara, près de la RN2 Antananarivo-Toamasina, les cultures de rente sont plus nombreuses. Outre le riz lui-même, lorsqu'il y a des surplus dans l'exploitation, on trouve le maïs, le haricot, le manioc, la banane, le bois et le charbon d'eucalyptus. Les trois derniers produits, qui sont pondéreux et doivent être produits à proximité du réseau routier, se développent rapidement dans cette zone (MANITRA RAZAFINDRAZAKA, 1998).

A Didy, l'ouverture de la piste Ambatondrazaka-Didy en 1993 a entraîné une immigration rapide en provenance principalement du sud de Madagascar, du Betsileo et de l'Imerina. Les migrants ont bénéficié d'un accès plus facile aux terres des collines à l'ouest du terroir et ont commencé, ou fortement contribué, à développer des productions nouvelles dans la région, comme la pomme de terre, le haricot et le porc (LEMALADE et DEWAELE, 1996 ; RAVELOSON et CHALVIN, 1998).

Inaccessibilité et isolement

Il convient de dissiper la confusion qui existe entre inaccessibilité et isolement et de clarifier le sens de ces deux termes. Pour vivre heureux, vivons cachés, dit le proverbe. Il semble que, bien souvent, les populations rurales malgaches ne cherchent pas à être reliées physiquement au monde extérieur. Comment expliquer en effet que des communes comme Beparasy ou Didy soient restées pendant des années coupées du monde alors que des travaux limités, voire minimes dans le cas de Beparasy, suffisaient à les rendre accessibles. Ce souci d'inaccessibilité s'explique, dans l'Ankay, par le souvenir encore vivace de la répression de 1946. En 1995, Beparasy était toujours considéré comme inaccessible alors que, depuis une dizaine d'années, il était possible de l'atteindre avec un véhicule 4 x 4 après un trajet, certes difficile, mais somme toute « normal » dans un pays comme Madagascar. Les habitants de Beparasy n'encouragent pas les visites et cultivent leur isolement, craignant le retour de l'administration et de ses contraintes. A Manakana, en revanche, l'inaccessibilité est bien réelle, et les habitants compensent leur isolement physique en entretenant des liens — sociaux et familiaux — étroits avec des personnes originaires de la communauté intégrées dans les services de l'administration. C'est bien la preuve qu'une communauté peut être inaccessible (aux transports routiers) sans être véritablement coupée du monde. L'accessibilité n'en demeure pas moins un facteur important des dynamiques sociales et économiques. Ainsi, à Beparasy, moins d'une semaine après que nous avons montré par notre passage qu'il était possible d'emprunter la route, un camion et une voiture bâchée venaient collecter la récolte de café, ce qui n'était plus arrivé depuis une dizaine d'années. A Didy, la réouverture de la piste entre Ambatondrazaka et Didy a entraîné un développement rapide des dynamiques économiques, sociales et agraires (LEMALADE et DEWAELE, 1996) et un accroissement de la population par immigration. (AB, JLL)

Accessibilité et dynamiques migratoires

Avec l'accessibilité, le foncier devient un enjeu majeur pour les populations rurales et, selon les zones, toutes les contradictions de la problématique foncière malgache apparaissent (BERTRAND et RAZAFINDRABE, 1997).

A Didy, l'ouverture de la piste a fait de l'accès au foncier un enjeu majeur pour les autochtones et les migrants. Les autochtones autorisent les migrants, qu'ils emploient comme salariés agricoles, à s'installer définitivement[58] au bout d'un ou deux ans et leur proposent généralement de leur vendre une parcelle de *zetra,* zone de marais à défricher, à drainer et à transformer en rizière. Dans une zone où il n'y a pas de maîtrise de l'eau, c'est un travail colossal qu'il faut recommencer chaque année. Certains migrants, de plus en plus nombreux, cherchent donc à obtenir des terres à cultiver sur les collines à l'ouest

58. De plus en plus, à l'ouest du terroir de Didy, les migrants se regroupent en quartiers ou hameaux selon leur origine et au bout d'un certain temps les nouveaux migrants de même origine rejoignent directement ces hameaux sans demander l'autorisation d'installation aux autorités coutumières de Didy.

du terroir de Didy. Mais ces terres sont pour l'essentiel des pâturages lignagers coutumiers. Bien souvent, ce sont des membres des lignages autres que les chefs de pâturage coutumier qui vendent ces terres et il en résulte de nombreux conflits.

On assiste donc actuellement à un certain nombre d'évolutions significatives. Avec la remise en cause progressive du rôle des autorités coutumières, la disparition de l'entraide et le développement du salariat, le pouvoir oral des chefs de pâturage coutumier (chefs de lignages ou de segments lignagers) est de plus en plus souvent bafoué. Les lignages se divisent en segments, les pâturages coutumiers se fragmentent progressivement, la coexistence de plusieurs *tangalamena* pour un même segment de lignage fait naître des conflits. Cette situation favorise les « achats » contestés de terre des migrants à la recherche de parcelles de colline. Les autochtones, en particulier ceux des zones défavorisées du marais où la maîtrise de l'eau et l'aménagement de rizières sont impossibles, se retrouvent en compétition avec les migrants dans leur recherche de terres de colline pour pratiquer des cultures de rente intéressantes. L'immobilisme de l'administration foncière crée un terrain propice à la recrudescence des conflits fonciers (LEMALADE et DEWAELE, 1996 ; RAVELOSON et CHALVIN, 1998).

A l'est du terroir de Didy, l'extension des *tavy* traduit une dynamique différente. Ce sont des autochtones qui migrent de la plaine de Didy — en particulier de la zone sud, où la maîtrise de l'eau est impossible — pour assurer leur sécurité alimentaire et profiter de la bonne productivité du travail des *tavy*. Cette migration à l'intérieur du terroir est encore modérée (LEMALADE et DEWAELE, 1996). Dans ce cas, c'est le système agraire qui détermine la migration et non pas l'accessibilité qui détermine le système agraire (figure 19).

Les migrations ne sont pas nécessairement des migrations sur de longues distances : des implantations nouvelles se font souvent à proximité des zones où la densité rend plus difficile l'accès au foncier. Il s'agit là plutôt d'essaimage que de migration. A Tsaramiafara, le terroir villageois est presque saturé et ceux qui n'ont pas une position sociale suffisante pour avoir accès aux *tavy* sur le terroir sont contraints de s'installer quelques kilomètres plus au sud en direction de Beparasy. Cet essaimage des *tavy* en zone forestière s'accompagne d'une colonisation de nouveaux bas-fonds, défrichés progressivement pour la création de rizières irriguées (RAKOTOARIVONY, 1998). On voit donc se reproduire en pays bezanozano un phénomène comparable à celui décrit par RAKOTO RAMIARANTSOA (1994) à propos des Zanakandriambe d'Andranomisa. Plus précisément, le processus observé ressemble à celui décrit pour la migration merina vers l'ouest de l'Amoronkay et du Vakiniadiana, qui a abouti à une déforestation quasi totale (HENRY, 1992). Le défrichement des bas-fonds est associé à la culture temporaire de *tavy* sur les collines (en attendant que la rizière soit drainée et la sole rizicole mûre). La déforestation des collines est favorisée par les paysans pour permettre une mise en eau précoce des rizières (RAKOTOVAO, 1995a).

Mais l'isolement peut être aussi une stratégie d'accès au foncier pour certains migrants. Ainsi, dans la zone située entre Moramanga et Beparasy, de vastes surfaces sont occupées par des plantations de pins réalisées par la Fanalamanga. Lors de l'installation de ces plantations, les populations autochtones ont été chassées et y allument chaque année des feux en représailles. Il existe entre Moramanga et Beparasy un véritable *no man's land*. Les plantations de pins n'occupent pas tout l'espace, elles sont installées sur les meilleurs sols et ont laissé en place nombre de petits îlots ou massifs de forêt naturelle. La partie sud de ces plantations, qui est éloignée de la RN2, est laissée plus ou moins à l'abandon et on observe depuis quelques années un certain nombre d'installations « clandestines » de migrants individuels, qui défrichent progressivement ces petits massifs forestiers pour y faire des *tavy*.

Même dans les zones réellement difficiles d'accès, où il n'existe aucune installation de migrants, les stratégies paysannes s'organisent autour de la sécurisation à long terme de l'accès au foncier. Ainsi, dans la zone de Saviavy-Fito, à l'est de la forêt d'Ambohilero, dans le terroir de Didy, qui se trouve en pleine zone des *tavy* et à quatre jours de marche de la RN2 à proximité de Toamasina, on signale des tentatives d'accaparement foncier par des villageois, qui se rendent régulièrement à Toamasina et déposent des demandes d'immatriculation de terres à l'insu des populations et des autorités coutumières (Diarra Zoumana et Rakotoarisoa, 1998).

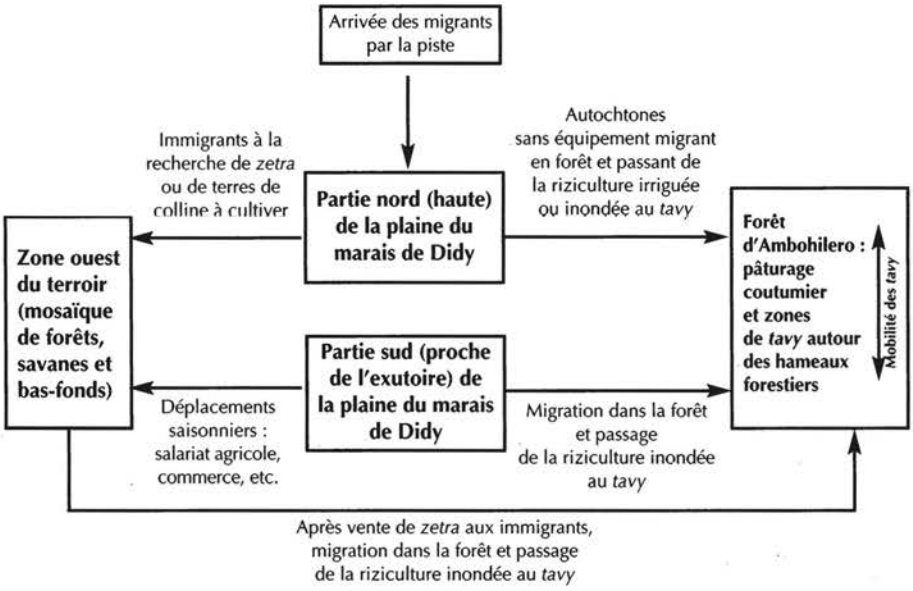

Figure 19. Les flux de populations à l'intérieur du terroir de Didy.

Dynamiques des cultures de rente

La façade orientale de Madagascar, qui s'organise autour du port de Toamasina et de la RN2 de Toamasina à Antananarivo, est traditionnellement l'une des principales régions des cultures de rente et des produits agricoles d'exportation. Cependant, depuis la crise économique des années 80, on y observe une recomposition rapide des systèmes agraires, en particulier du système riz-café (BLANC-PAMARD et RUF, 1992). Certains ont même soulevé la question de la pérennité de certaines cultures traditionnelles de type agroforestier, comme le girofle ou la cannelle, qui, du fait la chute des cours mondiaux, sont négligées, voire supprimées, par les paysans (VALADE, 1995).

Plus généralement, on voit se développer une dynamique de production agricole commerciale dans des zones qui étaient encore récemment orientées vers l'autoconsommation. Ainsi, dans la région de Beforona le long de la RN2, le *tavy* est devenu un système de culture commerciale pour la vente de riz pluvial (PROJET TERRE-TANY, 1997 ; GUIZOL *et al.*, 1996). Dans le même temps, des migrants installent sur les bas-côtés de la RN2, seul foncier qui leur soit accessible, des cultures de gingembre particulièrement rémunératrices. Vers Tsaramiafara, à proximité de la RN2 mais dans l'Ankay, on est passé de l'autoconsommation à la commercialisation de la majeure partie de la production agricole — excepté une partie du riz et parfois du maïs et des haricots. La monétarisation de l'économie est forte.

Cette orientation de l'agriculture vers les cultures de rente entraîne une modification des systèmes agraires, en particulier des pratiques de *tavy* (MANITRA RAZAFINDRAZAKA, 1998). La place du riz est moindre sur les *tavy*. Les paysans cultivent de plus en plus en association le maïs et les haricots, pour lesquels la demande d'Antananarivo est forte, et, lorsque les conditions exigeantes de sa culture sont réunies, des bananiers, dont la production est la plus rémunératrice. Le manioc est réservé aux sols les plus dégradés, dans les zones où l'évacuation des produits est possible. Les pratiques culturales évoluent : on observe dans certains cas un passage au « labour » des *tavy*, signe que les paysans cherchent à intensifier leur production dans une zone où l'accès au foncier est particulièrement difficile.

Il ne faut cependant pas confondre commercialisation de la production agricole et recherche de revenus monétaires. Les populations rurales cherchent systématiquement à se procurer des revenus monétaires, même dans les zones enclavées où l'autoconsommation est la règle, comme à Manakana : « tout ce qui peut se vendre se collecte » (RAKOTOVAO, 1995b). Cela explique l'importance des activités de cueillette. Le long de la RN2 et aux abords de Manjakandriana, les activités de cueillette sont multiples, intenses et systématiques (champignons, écrevisses, miel, plantes médicinales, fibres et même plaques de gazon...). A Manakana, compte tenu de la distance au marché (plus de 60 kilomètres pour atteindre Moramanga), les paysans préfèrent limiter la

cueillette aux produits de forte valeur marchande comme les crevettes d'eau douce du Mangoro et les lémuriens vivants, qui sont vendus entre 100 et 200 000 francs malgaches pièce clandestinement. La recherche systématique de revenus est l'expression la plus forte de la pauvreté rurale malgache, qui contraint tous les paysans à la polyactivité.

Il convient de distinguer cultures de rente et cultures pérennes. Les cultures de rente profitent toujours d'une rente de situation géographique (accessibilité). Les cultures pérennes témoignent d'une vision et d'une stratégie paysanne à long terme, souvent avec des motivations foncières, comme en témoigne le cas de l'eucalyptus (BERTRAND et LE ROY, 1991).

Les plantations forestières paysannes d'eucalyptus ne se sont pas cantonnées aux hautes terres orientales mais s'étendent aussi le long de la RN2, presque jusqu'à Andasibe. Le massif forestier paysan d'eucalyptus s'allonge aussi vers le lac Alaotra, le long de la route Moramanga-Ambatondrazaka, hors de la zone des plantations publiques de pins de la Fanalamanga. Pour les paysans, l'eucalyptus est une culture de rente particulièrement attractive (BERTRAND, 1992). La plantation peut produire pendant près d'un siècle sans baisse significative de production, en étant exploitée en taillis tous les trois à cinq ans. Son installation consiste à planter une ou deux lignes de plants en haut de la pente — les paysans maîtrisent parfaitement la régénération naturelle de l'eucalyptus en brûlant la parcelle systématiquement tous les ans (colonisation par l'eucalyptus au détriment du *Philippia*) — et n'exige donc qu'un investissement limité en temps et en capital par rapport à une plantation de caféier, par exemple. Pour peu que l'accès à la parcelle soit assuré, le marché du bois-énergie (charbon de bois ou bois de chauffe), produit de première nécessité et d'usage quotidien, est constant et la vente à un prix connu est garantie.

On comprend donc que les plantations d'eucalyptus se soient multipliées aux bords des routes et des pistes. D'autant plus que la plantation d'eucalyptus représente le stade ultime de la mise en valeur des terres forestières défrichées pour le *tavy* puis progressivement épuisées par des cycles de culture et de forêt secondaire successifs. La plantation d'eucalyptus sur ces terres dégradées assure à la fois une nouvelle mise en valeur lorsque les cultures y sont devenues impossibles et la sécurisation foncière de la parcelle, où l'arbre a une fonction de marqueur foncier. Les plantations d'eucalyptus et de bananiers se développent rapidement au bord des routes de la Mandraka jusqu'à Beforona. Le marché de la banane est actuellement florissant car ce fruit correspond à une demande de l'agglomération d'Antananarivo.

Le caféier est, au contraire, une culture en mutation. Le cas de l'Ankay et de la vallée de Beparasy-Andapa est à cet égard significatif. En 1994, les cours du café étaient, pour la première fois depuis longtemps, particulièrement intéressants pour les paysans. Deux effets se combinaient alors : d'une part, la hausse soudaine des cours mondiaux, qui atteignaient des niveaux inégalés depuis une dizaine d'années au moins ; d'autre part, le flottement du franc malgache,

qui se traduisait par une dépréciation de moitié de la monnaie et donc par un quasi-doublement en francs malgaches courants des prix des produits d'exportation (et même du riz puisque, Madagascar importe du riz et c'est le prix d'importation qui faisait référence). Pour les producteurs de café, ce fut « l'année du siècle ». Les plantations vieillissantes et mal entretenues furent exploitées jusqu'à la dernière cerise et les revenus de la vente du café permirent à certains paysans de la vallée de Beparasy-Andapa de construire une maison à étage. A partir de 1995, les cours ont de nouveau chuté, mais « l'année du siècle » a relancé la culture du caféier dans la vallée. De petites plantations ont été réalisées, comme si les paysans spéculaient à long terme sur le retour d'une nouvelle année miraculeuse.

Intensification et extensification des systèmes agraires

Les études réalisées dans l'Ankay comme à Didy ont conduit à poser de manière renouvelée le problème de l'intensification agricole sur la façade orientale de Madagascar. Le *tavy,* pratique agricole extensive, est au cœur de ces problèmes. On constate, sous des formes variées et dans de nombreux endroits, que les dynamiques d'extensification et d'intensification agricole se combinent. Les systèmes agraires d'abord extensifs passent à l'intensification de façon progressive et complexe, selon un véritable « métissage ».

Les premiers exemples d'intensification partielle des systèmes agraires concernent les migrants. Partout, les difficultés d'accès au foncier qu'ils rencontrent les contraignent à adopter des techniques intensives pour cultiver les terres qui leur sont « concédées ».

Le long de la RN2, dans la région de Beforona, par exemple, les migrants qui s'installent attirés par le trafic routier et par un marché prometteur établissent souvent leurs cultures sur les bas-côtés de la route, faute de mieux. Ils cultivent du gingembre, qui se vend un bon prix et qui procure des revenus élevés (Guizol *et al.,* 1996). A Didy, les migrants ont trois possibilités : soit ils louent des terres de rizière plus ou moins bien aménagées au prix fort dans les parties moyennes ou basses de la plaine (avec risque d'inondation) ; soit ils achètent des terres de marais non drainées à aménager au prix d'un labeur épuisant pour un revenu incertain (inondation possible) ; soit ils achètent, plus ou moins en marge du droit coutumier, des terres de colline sur des pâturages coutumiers à l'ouest du terroir. Sur ces terres de colline difficiles à obtenir, ils installent de préférence des cultures plus intensives : pommes de terre et haricots, triticale lorsque la société Kobama collectait encore cette céréale (Didy a été, en raison de son microclimat, l'une des zones importantes de production avec le Vakinankakaratra). Depuis peu, les migrants s'intéressent aux nouvelles

techniques de culture sans labour et de gestion agrobiologique des sols, développées par l'Anae (Association nationale des actions environnementales) en liaison avec le Tafa (Tany sy Fampandrosoana, Terre et développement), le Fofifa et le Cirad.

Dans la vallée entre Beparasy et Andapa, les migrants (au sens habituel) sont pour l'instant peu nombreux. Les rizières de bas-fonds sont rares et ne suffisent pas pour nourrir les populations autochtones bezanozano. Les paysans doivent recourir à l'intensification dans les rizières, avec un deuxième cycle de culture de haricots systématique, et à l'extensification, avec la pratique des *tavy* cultivés soit en riz, soit de plus en plus souvent en haricots (ANDRIAMBOLANORO, 1996).

A Didy, les migrants sont contraints d'intensifier et de diversifier les cultures de colline, mais sur ce même terroir les populations autochtones ont des stratégies différentes (LEMALADE et DEWAELE, 1996 ; RAVELOSON et CHALVIN, 1998). Certains habitants des hameaux autour d'Ambohijanahary, qui possèdent des rizières bien aménagées avec une bonne gestion de l'eau et qui disposent de l'outillage et de l'équipement requis, intensifient leurs cultures dans la plaine avec, de plus en plus fréquemment, un deuxième cycle de riz ou de haricot. D'autres migrent vers les hameaux de la forêt pour développer des cultures de *tavy* et optent donc pour l'extensification, mieux adaptée dans ces conditions, où les terres ne sont pas vraiment aménagées et productives et où le capital est absent. D'autres, enfin, concurrencent les migrants en aménageant et en mettant en valeur les collines de l'ouest du terroir. Souvent moins limités dans l'accès au foncier, ils ont recours à des techniques moins intensives que les migrants.

Ce sont véritablement des déterminants économiques qui régissent les stratégies de reproduction à long terme des exploitations agricoles et orientent les systèmes agraires vers des combinaisons originales de pratiques intensives et extensives.